

ERM réalisée dans la localité de Mutongo dans le groupement Ihana en territoire de Walikale dans la zone de santé de Pinga

Date de publication : 28/03/2022

Contexte

Description de la crise

En réponse à l'alerte ehtools 4229 (<https://ethools.org/alert-view/4229>) du 28/02/2022, HEKS/EPER a mené une évaluation rapide multisectorielle dans la localité de Mutongo située en territoire de Walikale et s'étendant sur 3 villages dont Mutongo centre, Muirya et Myanga dans le groupement Ihana. Mutongo accueille actuellement 115 ménages déplacés et 1'500 ménages retournés. Le constat fait sur le terrain par l'équipe de HEKS/EPER est que depuis le lancement de l'alerte 4229 qui concernait l'arrivée des ménages déplacés dans la zone, la situation a évolué : le 28/02/2022, la population de Mutongo (autochtones et déplacés) s'était réfugiée dans des centres collectifs à Mutongo même. Le 06/03/2022, sur ordre du groupe armé qui contrôle la zone, 1'500 ménages autochtones de Mutongo ont regagné leurs maisons et 637 ménages déplacés sont rentrés dans leurs villages sur les axes Mutongo-Musau-Kibua et Mutongo-Lukweti et 115 autres sont restés à Mutongo (voir Mouvement des populations, page 6).

Tel que présenté dans ce rapport, l'ERM conduite par HEKS/EPER à Mutongo, du 14 au 17/03/2022, met en lumière des besoins prioritaires en abris, articles ménagers essentiels, santé, sécurité alimentaire et moyens de subsistance. Cependant, le contexte sécuritaire volatile instable aux alentours de Mutongo n'a pas permis d'évaluer les besoins des populations qui sont retournés dans les villages.

Equipe de l'ERM :

i. Analyse et Rapportage :

- Alpha Kalumendo, Responsable MEAL et Veille Humanitaire

alpha.kalumendo@heks-eper.org (Tél : +243 990 693 142)

ii. Collecte des données :

- Josué Habugumisha

- Christian Bushishi

- Jackson Mfitumkiza



Source des résultats: ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	4229	4229	4229
Autres codes d'alerte			

Type de crise			
Conflit	100%	4	2
Epidémie	0%	0	
Catastrophes naturelles	0%	0	
Autre	0%	0	

Date de début de crise	06/03/2022	15/01/2022	28/02/2021
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone	1615	1615	1615
Taille moyenne ménages	7	-	

Accès physique
Accès sécuritaire
Présence de la MONUSCO
Incidents au cours des 2 dernières semaines
Couverture téléphonique

Source: équipe d'évaluation	
Moto	
Non	
Aucun	
2%	(estimation)

Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées sont l'insécurité alimentaire dans les ménages, la perte d'articles ménagers essentiels, l'insécurité, l'hébergement dans des centres collectifs et le manque des médicaments au sein de la structure sanitaire locale.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
20-64 ans	13%	11%
6-19 ans	25%	20%
0-5 ans	12%	17%
Total	51%	49%

Source des résultats: EM IC RDS/GDC

Type spécifique de crise si conflit

Activisme d'acteurs armés	100%	4	1
Conflit intercommunautaire	0%	0	
Lutte de pouvoir coutumier	0%	0	
Conflit foncier	0%	0	
Autre	0%	0	

Assistance humanitaire depuis la crise

Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
Articles Ménagers Essentiels	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	1%	0	
Nourriture	47%	4	2
Moyens de subsistance	48%	4	2
Protection	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash (inconditionnel)	0%	0	
Autre (préciser)	0%	0	
Pas d'aide reçue	0%	0	

Perspective d'évolution de la crise

D'après les participants aux groupes de discussion, la crise pourrait évoluer à cause de l'activisme des groupes armés dans la zone. D'autres mouvements de populations sont encore à craindre à cause de l'insécurité encore volatile à Mutongo et aux alentours.

Interventions en cours

	NYABIONDO
EHA	HYFRO
SECAL	ABCOM
Réhabilitation d'axe routier	HEKS EPER

Informations sur l'enquête

Méthodologie

HEKS/EPER a mené des enquêtes ménages auprès d'un échantillon aléatoire simple de 100 ménages et a animé 2 groupes de discussion communautaire. Aussi, l'équipe de HEKS/EPER s'est-elle entretenue avec 4 informateurs clés dont 2 leaders communautaires, 1 personnel de l'éducation et 1 personnel de la santé. Enfin, HEKS/EPER a procédé à une observation libre couplée avec la visite et l'observation de certaines infrastructures.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatif
IC distance	Non		0	Indicatif
IC sur place	Oui	Aléatoire stratifié	Fonction	Indicatif
GDC	Oui	Aléatoire stratifié	Statut de déplacement	Indicatif
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatif
(OL)	Non	-	-	Indicatif

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	14/03/2022	12/03/2022	12/03/2022
Date de fin de l'enquête	17/03/2022	13/03/2022	13/03/2022
Organisation	Non	Non	Non
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	n ménages localité	n ménages enquêtés	n IC enquêtés	n GDC mis en œuvre
MUTONGO	1615	100	4	2

Total	-	1615	100	4	2
--------------	---	-------------	------------	----------	----------

Tableau des charges par sévérité des besoins (% des ménages) pour chaque critère de sévérité ERM (EM)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	-	-	-	-	-
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	38%	-	43%	-	19%
	MAG femmes enceintes et allaitant	83%	-	17%	-	0%
Sécurité alimentaire	Disponibilité d'un marché (moins	0%	-	13%	-	87%
	Disponibilité de ressources aliment	0%	-	0%	-	100%
	Score de consommation alimentaire	0%	-	3%	-	97%
	Indice domestique de la faim (IDF)	48%	-	52%	-	0%
	Indice des stratégies de survie simplifié	0%	-	28%	-	72%
Abris	Indice des stratégies de survie	6%	22%	-	12%	60%
	Type d'abris ET Situation d'occupa	12%	1%	86%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	-	-
Articles ménagers	Nombre de personnes par m2	-	-	-	-	-
	Niveau de destruction / pillages	2%	-	9%	98%	-
	Score card AME	0%	0%	2%	58%	40%
Eau, hygiène et assainissement	Taux de diarrhées enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	Type de source d'eau disponible	41%	18%	36%	4%	1%
	Litres d'eau par personne par jour	78%	0%	0%	22%	-
	Disponibilité d'un système de	0%	-	3%	97%	-
	Disponibilité des installations	0%	4%	13%	34%	49%
Santé	Pression sur les services de santé	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas confirmés	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas suspects	-	-	-	-	-
Protection	Nombre et type d'incidents	-	-	-	-	-
	Protection de l'enfance	-	-	-	-	-
	Personnes vulnérables	-	-	-	-	-
	Cohabitation pacifique	-	-	-	-	-
	Logement, terre et propriété	-	-	-	-	-
	Restes explosifs de guerre	-	-	-	-	-
Éducation	Disponibilité d'une école primaire	54%	-	26%	0%	20%
	Taux d'inscription (école primaire)	54%				
	Taux de fréquentation (école prima	43%				
	Ratio élèves / enseignants	2200%				
	Lieu physique des classes primaire	100%	-	0%	0%	-

Note: Tous les critères de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Pour chaque critère, le % de ménages tombant sous chaque niveau de sévérité de 1 à 5 est présenté. Les lignes qui ne comportent pas de résultats sont celles pour lesquelles une échelle de sévérité ne pouvait pas être définie pour ce critère particulier.

Besoins prioritaires

Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	0%
Nourriture	9%	20%	19%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0%	4%	7%
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0%	0%	0%
Abris	37%	14%	10%
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	27%	22%	20%
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	1%	0%	2%
Santé	7%	11%	8%
Education	0%	1%	1%
Protection (y compris la sécurité)	0%	0%	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	3%	2%	0%
Communication	0%	0%	0%
Moyens financiers (cash)	15%	24%	29%
Autre	0%	0%	0%

Besoins prioritaires selon les IC (fréquence de réponses pondérée)

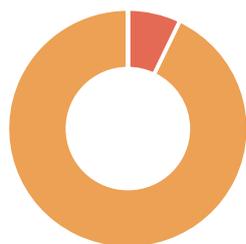
	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	0	0	1
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	2	0	1
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	1	0
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	0
Santé	2	2	0
Education	0	0	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	0	1	2
Autre	0	0	0

Besoins prioritaires selon les GDC/RDS/OL (synthèse)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	2	0	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	2	0	0
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	1	0
Santé	2	0	0
Education	2	0	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	2	0	0
Autre	0	0	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	7%	7%	7%
■ Retournés	93%	0%	93%
■ Communauté hôte / autochtones	0%	0%	0%
■ Réfugiés	0%	0%	0%
■ Rapatriés/Expulsés	0%	0%	0%

Analyse des mouvements de population

Mutongo accueille actuellement environ 1'500 ménages retournés (10'890 personnes) et 115 ménages déplacés (835 personnes). Les 1'500 ménages retournés sont des ménages de Mutongo qui, avec les déplacés qui étaient déjà présents dans la zone, s'étaient réfugiés, en date du 28/02/2022, dans des centres collectifs dont la paroisse de Mutongo, le Centre de Santé de Référence de Mutongo, l'école primaire Iramba, l'Institut Mutongo et la salle de la catéchèse de Mutongo. Les 115 ménages déplacés encore présents dans la zone font partie de la vague de 752 qui était arrivés à Mutongo le 03/01/2022 fuyant des affrontements armés des plusieurs villages des axes Mutongo-Lukweti et Mutongo-Misau-Kibua. En date du 28/02/2022, les autochtones et les déplacés se sont réfugiés dans les centres collectifs précités ou en brousse suite aux affrontements entre acteurs armés déclenchés à Mutongo même.

D'après les informateurs clés contactés, le 06/03/2022, le groupe armé qui contrôle la zone avait demandé à toute la population de regagner les villages de provenance au risque de payer une amende allant jusqu'à 100 000 FC (50\$). D'où le retour de 637 ménages déplacés dans leurs villages d'origine - Maniema, Bulewa, Misheheshe, Byarenga, Bumbuti, Mironge, Kera, Taka - sur l'axe Mutongo-Misau-Kibua et de 1'500 ménages dans leurs maisons à Mutongo. C'est ainsi que Mutongo accueille actuellement 1'500 ménages retournés et 115 ménages déplacés - encore présents dans la zone. Il sied de signaler qu'une centaine des ménages qui s'étaient réfugiés dans leurs champs ne sont pas encore de retour dans la zone craignant pour leur sécurité.

La pression démographique (ration déplacés/communauté hôte) dans la zone est de 8%, une pression faible mais qui représente un poids important sur la communauté qui, elle-même, est en majorité retournée.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	115	115	115
Retournés	1500	0	1500
Communauté hôte / autochtones	0	0	0
Réfugiés	0	0	0
Rapatriés/Expulsés	0	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone 1615 1615 1615

Taille moyenne des ménages	7	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	8%	8%	
Proportion de familles d'accueil	47%	Non consensus	

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	16683
Après la crise	11725

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	2298
Après la crise	1615

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	19	20%	6	12%	25	17%
115-125 mm	52	54%	19	37%	71	48%
>125 mm	26	27%	26	51%	52	35%
MAG	71	73%	25	49%	96	65%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	21	19%	24	23%	45	21%
115-125 mm	50	46%	33	32%	83	39%
>125 mm	38	35%	46	45%	84	40%
MAG	71	65%	57	55%	128	60%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	40	19%	30	19%	70	19%
115-125 mm	102	50%	52	34%	154	43%
>125 mm	64	31%	72	47%	136	38%
MAG	142	69%	82	53%	224	62%

Femmes enceintes et allaitantes	Total	
	n	%
<185 mm	0	0
185-230 mm	3	17%
>230 mm	15	83%
MAG	3	17%

Analyse nutrition

D'après les professionnels de santé contactés, les cas de malnutrition aigüe globale sont rapportés chez 62% d'enfants parmi lesquels 19% présentent une malnutrition aigüe sévère. Par ailleurs des cas de malnutrition sont rapportés chez 17% de femmes enceintes ou allaitantes.

Le Centre de santé de Mutongo ne reçoit actuellement aucun appui pour la prise en charge des patients. Ceux-ci sont soit transférés à Pinga ou à Lukweti.

Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance ²

	EM	IC	Sévérité
Travail journalier	25%	4	
Agriculture de subsistance	71%	4	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse/Cueillette	2%	4	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce/vente charbon	1%	0	
Gagne un salaire	1%	0	
Envois de fonds	0%	0	
Autre	0%	0	

Accès à la terre



Réponse	EM	IC	Sévérité
Oui	61%	Non consensus	
Non	39%	-	

Pratique de l'agriculture



Réponse	EM	IC	Sévérité
Oui	90%	Non consensus	
Non	10%	-	

Problèmes liés à l'agriculture

Problème	EM	IC	Sévérité
manque de terre/petite superficie disponible	9%	0	
manque de semences	50%	4	
probleme fertilité sols	7%	0	
maladies cultures/ravageurs	1%	0	
presence chenilles	3%	0	
Betes sauvages ravagent	1%	0	
manque outils machines	38%	4	
manque entrepôts cultures	0%	0	
manque main œuvre	10%	0	
manque écoulement production	15%	1	
insuffisance des pluies	0%	0	
abondance des pluies/inondation	3%	1	
insecurite violence combats	79%	2	
pillage de récoltes	13%	0	
Autre	0%	0	

Proportion des cultures endommagées (IC)

<25%

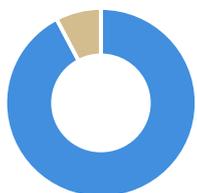
Proportion des champs détruits (IC)

Non consensus

Accès au marché dans les 7 derniers jours



Réponse	EM	IC	Sévérité
Oui	13%	4	
Non	87%	0	



Distance au marché

Distance	EM	IC	Sévérité
< 45 minutes	92%	-	
46 minutes-2 heures	8%	-	
Plus que 2 heures - demi-journée	0%	-	
Plus que demi-journée/pas d'accès	0%	-	

Disponibilité des produits sur le marché	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	0%	0	
Plus de biens	23%	0	
Moins de biens	77%	4	

Fluctuation des prix sur le marché

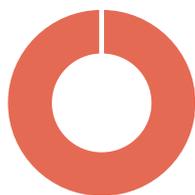
Pas de variation	0%	1
Les prix ont augmenté	31%	1
Les prix ont un peu augmenté	69%	2
Les prix ont diminué	0%	0

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché

Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	0%	-	1
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	13%	-	3
Pas de marché accessible	87%	-	5

Principales sources d'acquisition de nourriture

Production personnelle	68%	4
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0%	0
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	7%	0
Marché	3%	0
Travail pour de la nourriture	1%	4
Cueillette, chasse ou pêche	34%	4
Achat auprès d'un voisin	0%	0
Petit commerce/vente charbon	1%	0
Troc	56%	4
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	14%	0
Emprunt auprès d'étrangers	1%	0
Zakat/don charitable/offrande	2%	0
Autre	0%	0



Disponibilité de ressources alimentaires

Aucune réserves	100%	-	5
1-2 semaines	0%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	<25%	1

Nombre moyen de repas par jour

Pour les adultes	1,6	-
Pour les enfants	1,6	-
Pour les ménages en général		2 repas

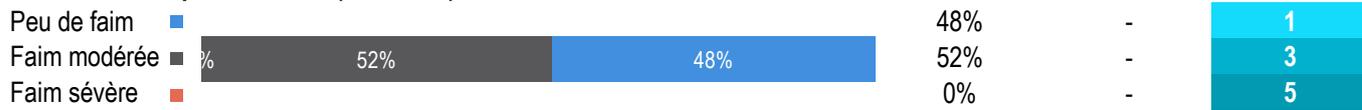
Niveau de faim de la plupart des ménages de la zone (IC)

Presque pas de faim	-	0
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	4
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³



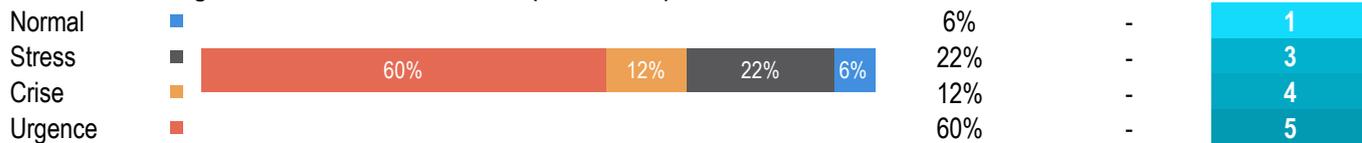
Indice domestique de la faim (IDF / HHS) ⁴



Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵



Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSR)



Les trois stratégies de survie les plus répandues dans la zone évaluée (IC)

Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	2
Emprunter/demander de la nourriture	0
Cueillir de la nourriture sauvage	4
Consommer des semences destinées à la prochaine saison/récolter des cultures pas encore prêtes	0
Envoyer les enfants manger avec les voisins	0
Vendre des biens immobiliers	3
Vendre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	1
Abattre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Chasser plus que d'habitude pour cette période de l'année	1
Pêcher plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Déménager les familles dans des camps de bétail ou de pêche plus souvent que la normale	0
Envoyer des familles dans des camps de déplacés pour recevoir de l'aide alimentaire	0
Aucune	0
Autre	1

Analyse Sécurité alimentaire

A Mutongo, les retournés vivent essentiellement de l'agriculture de subsistance et les déplacés de travaux journaliers. D'après les enquêtes ménages, 90% de la population pratiquent l'agriculture mais 39% n'ont pas accès à la terre pour cultiver. D'autres problèmes liés à l'agriculture résident dans le manque de semences et d'outils aratoires ainsi que dans l'insécurité aux champs. D'après les participants aux groupes de discussions, les miliciens détruisent les cultures et volent les récoltes de la population.

Par ailleurs, la population de Mutongo décrit l'augmentation des prix sur le marché à cause de l'indisponibilité des produits sur le marché organisé localement. Ceci est en grande partie dû au faible accès physique et sécuritaire sur les axes routiers menant à Mutongo. L'enquête faite sur le marché par l'équipe de HEKS/EPER fait état d'une augmentation moyenne de 70% sur le prix des denrées alimentaires de base.

D'après les enquêtes ménages, les principales sources d'acquisition de nourriture sont la production personnelle, la cueillette et l'échange de produits contre de la nourriture. Aucun ménage enquêté ne dispose de réserve alimentaire et 97% des ménages enquêtés ont un score de consommation alimentaire supérieur ou égal à 28.

Aussi, seuls 6% des ménages ne recourent pas aux stratégies de survie. De fait, 72% des ménages enquêtés ont indice réduit de stratégie de survie supérieur ou égal à 19. Les stratégies de survie les plus répandues dans la zone sont la cueillette des aliments sauvages, la vente des biens immobiliers et l'achat de la nourriture avec de l'argent emprunté.

ABCOR est actuellement dans la zone pour une assistance alimentaire en faveur de 350 ménages mais le besoin reste important pour le reste de la population.

Abris

Type d'abris (EM)	EM	IC	Sévérité
Maison (construction durable)	13%	-	
Abri d'urgence (non-durable)	86%	-	
Centre collectif	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	
Pas d'abris (à la belle étoile)	0%	-	
Autre	0%	-	
Situation d'occupation des maisons (EM)			
Propriétaire	38%	-	
Accueilli par une famille d'accueil	8%	-	
Prêté gratuitement avec autorisation du propriétaire	54%	-	
Occupée gratuitement avec autorisation d'une personne tierce	0%	-	
Occupée gratuitement sans autorisation	0%	-	
Louée (contre loyer)	0%	-	
Autre	0%	-	
Situation d'occupation des abris d'urgence (EM)			
Accueilli par une famille d'accueil	9%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	22%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil contre loyer/travail	0%	-	
Construit sur sa propre parcelle	69%	-	
Dans un site de déplacés, situé près ou dans une localité	0%	-	
Dans un site de déplacés isolé, éloigné d'une localité	0%	-	
Autre	0%	-	
Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri (EM)			
Maison Et : propriétaire	5%	-	
Maison Et : empruntée gratuitement avec autorisation du propriétaire de la maison	7%	-	1
Maison Et : louée	0%	-	
Maison Et : accueilli par une famille d'accueil	1%	-	
Maison Et : occupée avec l'autorisation de quelqu'un d'autre que le propriétaire	0%	-	2
Maison Et : occupée gratuitement sans autorisation (occupation secondaire)	0%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	19%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil en l'échange d'un paiement (loyer) ou de services rendus (travail)	0%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur sa propre parcelle	59%	-	3
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés situé près de, en périphérie ou dans d'une ville	0%	-	
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés isolé	0%	-	
Centre collectif (pas école)	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	4
Pas d'abris	0%	-	5
Promiscuité dans les abris (EM)			
Pas tous les membres du ménage ne dorment dans la même chambre	60%	-	
Tous les membres du ménage dorment dans la même chambre	40%	-	+1
Nombre moyen m² par personne (EM)	2,3	-	3

	EM	IC	Sévérité
Part de la population logée dans des abris durables (IC)	-	Aucun	1
Centre collectif école (IC)	-	51-75%	3
Part de la population logée dans des abris d'urgence (IC)	-	<25%	4
Part de la population logée dans des abris collectifs (IC)	-	<25%	4
Part de la population sans abri (IC)	-	Aucun	5
Proportion des abris endommagés ou détruits dans la localité de départ (IC)		Non consensus	
Niveau de destruction des abris dans la localité de départ (IC)		Aucune	Légère
Proportion des ménages où tous les membres dorment dans la même chambre (IC)		Non consensus	

Analyse Abris

Les ménages déplacés sont logés dans des cases en chaume prêtées ou abandonnées. D'autres déplacés vivent encore dans des centres collectifs comme dans certaines salles de la maternité du Centre de santé de Mutongo et le couvent de la paroisse de Mutongo. Pour leur part, les retournés vivent dans des maisons relativement durables mais légèrement délabrées. Dans 60% des ménages enquêtés, tous les membres dorment dans une même chambre à cause du manque d'abris. Une assistance en abris d'urgence est nécessaire surtout en faveur des déplacés qui ne sont pas encore en mesure de retourner dans leurs villages de provenance.

Articles ménages essentiels (AME)

	EM	IC	Sévérité
Destructions et pillages	■ Pas de destructions et pillages	2%	-
	■ Destructions/pillages importants	98%	-



Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME suite à la crise (IC)	-	51-75%
---	---	--------

	EM	IC	Sévérité
Déplacement préventif ou réactif	■ Déplacement préventif	0%	51-75%
	■ Déplacement réactif	100%	-



Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement (EM)

Pas de destructions / pillages	2%	-	1
Destructions / pillages limités	-	-	2
Destructions / pillages importants Et : Déplacement préventif des personnes affectées	0%	-	3
Destructions / pillages importants Et : personnes affectées hébergées en famille d'accueil	9%	-	3
Destructions / pillages importants Et : Déplacement réactif des personnes affectées (après le début de la crise)	19%	-	3
Destructions / pillages importants Et : Personnes affectées retournées dans leur zone d'origine	79%	-	4
Destructions / pillages importants Et : Personnes restées dans la zone affectée par la crise (communautés hôtes / autochtones)	0%	-	4

Score card AME	EM	IC	Sévérité
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	0%	-	2
2 – 2.9	2%	-	3
3 – 3.9	58%	-	4
4 – 5	40%	-	5

Besoins prioritaires en AME (IC)

Couverture et draps	4
Support de couchage	0
Bidons de stockage	3
Casseroles	4
Moustiquaire	0
Seau	0
Savon	0
Aucun	0
Autre	1

Analyse Articles ménages essentiels

La population rapporte avoir perdu une grande partie de ses AMEs pendant les affrontements. Pour la plupart, les AMEs ont été perdus ou pillés. 98% de ménages enquêtés ont ainsi un score card AME supérieur ou égal à 3. Les AMEs prioritaires dans la zone sont les casseroles, les bidons de stockage et les articles de literie.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone	EM	IC	Sévérité
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	8%	5%	1

Nombre et types de source d'eau fonctionnelle (IC)

Robinets privés	3
Robinets public / bornes fontaines	12
Puits à pompe/forage	0
Puits creusé aménagé	0
Source naturelle aménagée	0
Source naturelle non-aménagée	2
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	0%
Camion-citerne	0
Charrette avec petite citerne	0
Kiosque / échoppe / boutique à eau	0
Eau En bouteille / Eau en sachet (nombre de points de vente)	3
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	0%

Type de source d'eau (EM) ⁶

Source améliorée	60%	51-75%	1
Source non-améliorée	36%	Aucun	3
Eau de surface	4%	Aucun	4

Quantité d'eau subjective (perception des répondants)

	EM	IC	Sévérité
Assez d'eau pour tous les besoins	65%	-	1
Pas assez d'eau pour d'autres fins domestiques	35%	-	2
Pas assez d'eau pour l'hygiène personnelle	2%	-	3
Pas assez d'eau pour cuisiner	1%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	1%	Aucun	5

Litres d'eau par personne par jour (EM)

	EM	IC	Sévérité
Plus de 15 litres	78%	-	1
8-15 litres	0%	-	2
5-7 litres	0%	-	3
0-4 litres	22%	-	4

Temps pris pour aller chercher l'eau

	EM	IC
< 45 minutes	98%	-
46 minutes-2 heures	2%	Aucun
Plus que 2 heures	0%	

Problèmes d'accès à l'eau

	EM	IC
Points d'eau trop éloignés	13%	0
Points d'eau difficiles d'accès	2%	0
Chercher l'eau est une activité dangereuse	1%	0
Accès restreint pour certains groupes	0%	0
Pas assez de points d'eau/temps d'attente important	76%	4
Les points d'eau ne fonctionnent pas/sont fermés	57%	4
L'eau n'est pas disponible sur le marché	1%	0
L'eau est trop chère	0%	0
Pas assez de récipient pour stocker l'eau	76%	4
Ne considère pas l'eau comme potable	19%	0
Autre	0%	0

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte de l'eau (EM)

	EM	IC	Sévérité
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45	41%	-	1
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45	2%	-	2
Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée	16%	-	3
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	18%	-	3
Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	18%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	4%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	1%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains



	EM	IC
Oui	3%	<25%
Non	97%	-

Eau pour le système de lavage des mains (EM)



	EM	IC
Oui	67%	-
Non	33%	-

Savon pour le système de lavage des mains (EM) / accès au savon (IC)



■ Oui
■ Non

EM
0%
100%

IC
<25%
-

Sévérité

Part de la population se lavant les mains plusieurs fois par jour (IC)

- <25%

Pratiques de lavage des mains (EM)

Pratique	EM (%)	IC (%)
Après la toilette ou la latrine	42%	-
Après nettoyage/changement des couches de l'enfant	1%	-
Avant de préparer les aliments	4%	-
Avant de manger	99%	-
Avant de donner le sein à l'enfant	0%	-
Au retour des champs	19%	-

Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains (EM)

Description	EM (%)	IC (%)	Sévérité
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : utilisée par les usagers Et : du savon est disponible	0%	-	1
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : du savon n'est pas disponible	2%	-	3
Une station de lavage de mains est disponible Et : non équipée en eau	1%	-	4
Il n'y pas de système de lavage des mains disponible	97%	-	4

Disponibilité des installations sanitaires ⁷

Type d'installation	EM (%)	IC (%)	Sévérité
Pas d'installation sanitaire	49%	Non consensus	
Installation non-améliorée	47%	51-75%	
Installation améliorée	4%	Aucun	

Partage des installations sanitaires



■ < 4 ménages
■ > 4 ménages

EM 25%
IC Non consensus
-

Problèmes d'accès aux installations sanitaires

Problème	EM (%)	IC (%)
Pas assez d'installations/surpeuplées	62%	4
Ne fonctionnent pas/ne sont pas complètes	61%	4
Ne sont pas propres/hygiéniques	65%	4
Ne sont pas privées	0%	0
Ne sont pas séparées entre hommes et femmes	1%	0
Sont trop éloignées.	0%	0
Sont difficiles d'accès	0%	0
Il est dangereux de s'y rendre	0%	0
Certains groupes n'y ont pas accès	0%	0
Autre	0%	0

Disponibilité des installations sanitaires ET Partage des installations sanitaires (EM)

Description	EM (%)	IC (%)	Sévérité
Installations améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	4%	-	2
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	13%	-	3
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	34%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	49%	-	5

Problèmes environnementaux rapportés (IC)

	IC
Présence de matières fécales	4
Eau stagnante	4
Déchets solides domestiques	2
Déchets organiques en décomposition	1
Rongeurs/rats	1
Aucun	0

Analyse Eau, hygiène et assainissement

L'accès à l'eau ne constitue pas un problème majeur pour la population de Mutongo. Cependant, sur les 12 bornes fontaines implantées dans la localité, 3 ne sont plus fonctionnelles et les points de d'eau sont parfois fermés, ce qui implique de longues files d'attente aux points d'eau. Il s'observe aussi l'insuffisance des récipients de stockage et de puisage de l'eau. L'ONG HYFRO est actuellement présente dans la zone pour la construction des captages des sources ainsi que de 6 bornes fontaines.

Par ailleurs, 97% de ménages ne disposent pas de dispositif de lavage des mains et 97% n'avaient pas de savon au moment de l'enquête. Seule une minorité de la population se lave les mains régulièrement, surtout avant le repas.

Quant aux installations sanitaires, seuls 4% des ménages enquêtés disposent de latrines en bon état, 47% ont des latrines en mauvais état, et 49% n'en disposent tout simplement pas. Aussi, 75% de ménages partagent leurs latrines avec plus de 4 ménages. HYFRO est en train de construire 8 latrines et 2 douches au Centre de Santé Mutongo mais le besoin en latrines familiales reste important.

Enfin, d'autres problèmes environnementaux rapportés sont la présence des matières fécales, des déchets solides domestiques. D'après les enquêtes ménages, des cas de diarrhées sont rapportés chez 8% d'enfants.

Un complément de réponse en assainissement et en promotion de l'hygiène est nécessaire afin de limiter le risque de maladies hydriques dans la zone.

Santé

Source d'obtention des soins

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, etc.)	99%	4	
Guérisseur traditionnel / religieux	0%	0	
Reste à la maison / se soigne soi-même	0%	0	
Autre	1%	0	

Conditions d'accouchement

A la maison avec famille	0%	0
A la maison avec sage-femme	0%	0
A la maison avec infirmier	0%	0
Centre de santé/d'accueil	100%	4
Autre	0%	0



Disponibilité d'une structure de santé

Moins de 45 minutes	66%	0
Entre 45 minutes et 2 heures	33%	2
Entre 2 heures et une demi-journée	1%	2
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%	0

Type de structure de santé disponible (IC)

Hôpital	0
Centre de santé	0
Clinique mobile	0
Centre de santé de référence	4
Poste de santé	0
Autre	0

Problèmes d'accès aux soins (EM)	EM	IC	Sévérité
Structure de santé trop loin / inexistante	0%	-	
Manque de moyens pour payer les soins	64%	-	
Structure de santé manque de médicaments	33%	-	
Structure de santé manque d'équipements	3%	-	
Structure de santé manque de personnel soignant	0%	-	
Structure de santé est surchargée / trop de patients	0%	-	
Autre (préciser)	0%	-	
Problèmes d'accès sécuritaire	0%	-	

Problèmes d'accès aux soins (IC)

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	2
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	2
Manque de médicaments	-	4
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	4
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire	-	0
Autre	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans

Diarrhée	8%	5%	1
Fièvre	20%	-	
Toux	9%	-	

Pour la diarrhée: <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Symptômes chez les personnes de plus de 5 ans (EM)

Diarrhée	2%	-
Fièvre	8%	-
Toux	3%	-

Ménages dorment sous des moustiquaires



Oui	11%	<25%
Non	89%	-

Maladies rapportées (IC)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	114	152
Infection Respiratoire Aigue	23	10
Diarrhées aigue	12	3
Typhoïde	1	3
Malnutrition aigüe globale	35	135
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	12	16

Augmentation des consultations intra-hospitalières journalières

Disponibilité de médicaments

Disponibilité d'équipements médicaux

Augmentation du ratio patients/personnel soignant (aire de santé)

IC
Faible augmentation moins de 25%
Manque grave
Manque grave
Faible augmentation moins de 25%

Analyse Santé

La population a accès aux soins de santé primaires au Centre de Santé de Référence de Mutongo. Aucun partenaire humanitaire n'appuie actuellement cette structure, ce qui est, d'après les informateurs clés, à la base du manque de personnel qualifié et de l'insuffisance de médicaments. Aussi, la population décrie le manque de moyens pour payer les soins de santé.

Par ailleurs, 89% des ménages ne dorment pas sous moustiquaires, d'où la prévalence des cas de paludisme dans la zone. D'autres maladies rapportées sont les infections respiratoires aigües et les maladies liées à la malnutrition.

Protection

Nombre et type d'incidents de protection

	EM	IC - principales préoccupations par groupe			
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Meurtre	0%	0	0	0	0
Mutilations/coups et blessures	1%	1	1	1	0
Violences intercommunautaires	0%	0	0	0	0
Violences sexuelles	0%	1	1	1	0
Enlèvements ou tentative d'enlèvement	0%	0	0	0	0
Blessés/morts dus aux mines	1%	0	0	0	0
Mariage précoce/forcé	3%	0	0	3	3
Violence conjugale	1%	3	3	0	0
Séparation des familles	4%	4	4	0	0
Pillages	34%	0	0	0	0
Vol, braquage, cambriolage	7%	N/A	N/A	N/A	N/A
Pillage du bétail	30%	4	4	4	4
Arrestations arbitraires	50%	4	4	4	4
Harcèlement ou divulgation de renseignements	5%	3	3	3	3
Recrutements/enrôlements forcés d'adultes par des acteurs armés	1%	0	0	N/A	N/A
Recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés	0%	N/A	N/A	0	0
Membre adulte du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	1	0	N/A	N/A
Membre enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	N/A	N/A	1	0
Travaux forcés	17%	4	4	4	4
Autre	4%	0	0	0	0

Nombre et situation d'enfants non-accompagnés (ENA)

	EM	IC
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA	5%	-
Nombre moyen d'ENA recueillis	2,8	-
Ménages estimant être en mesure de s'occuper convenablement de ces ENA	0%	-
Nombre estimé d'ENA dans la zone (IC)	-	#DIV/0!

Nombre d'enfants recrutés ou démobilisés

Enfant du ménage recruté/enrôlé de force par des acteurs armés	0%	-
Enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	-

Nombre et situation de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)	EM	IC
Ménages avec au moins une PSH	19%	-
Proportions de PSH étant des enfants	74%	-
Proportions de PSH étant des adultes	26%	-
Proportions de PSH étant des personnes âgées	0%	-
Proportion de ménages dont le chef est une PSH	3%	-
Proportion des chefs de ménage PSH exerçant une activité génératrice de revenu	1%	-

Perception de la communauté hôte par rapport aux déplacés et/ou des retournés

Tensions avec la communauté d'accueil	1%	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	49%	3
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	29%	1
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	5%	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	6%	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation



Oui	52%
Non	47%

2
2

Tensions sociales liées à la propriété et la terre

Pas de tensions	62%	0
Tensions modérées	37%	0
Tensions très graves	0%	0

Raisons des tensions sociales liées à la propriété et la terre (IC)

Accaparement des terres	0
Accès à la terre des groupes à besoins spécifiques	0
Accès à la terre pour les PDIs	0
Augmentation du coût du loyer	0
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	0
Exploitation des concessions/population riveraines	0
Destruction des cultures ou des animaux	0
Destruction des étangs piscicoles	0
Exploitation des ressources naturelles	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	0
Incendies et/ou destruction des maisons/Abris	0
Insécurité d'occupation	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	0
Occupations secondaires des maisons et champs	0
Problèmes de limites	0
Rareté des terres	0
Remise en cause des transactions foncières	0
Répartition inégale des terres	0
Restitution des biens	0
Successions	0
Propriété	0
Aucun problème	0

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG)



Oui	1%
Non	99%

0
4



Ménages dirigés par une personne mineure (EM)

0% -

Ménages dirigés par une femme (EM)

67% -

Analyse Protection

Les incidents de protection les plus rapportés dans la zone sont : arrestations arbitraires, pillages, travaux forcés et barrières illégales. D'après les participants aux groupes de discussions, la sécurité est encore volatile à cause de l'activisme des groupes armés encore signalé dans la zone.

Par ailleurs, 5% de ménages accueillent un enfant non accompagné, 19% hébergent une personne vivant avec handicap et 67% sont dirigés par des femmes.

Les relations entre les déplacés et la communauté hôte constituée essentiellement des retournées sont bonnes. La communauté hôte se dit prête à aider les déplacés.

Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle

EM IC Sévérité

Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire)



100% 4

Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle)

0%

0

Raison de l'indisponibilité d'une école (IC)

Le(s) enseignant(s) est/sont déplacé(s)

- 0

Le(s) enseignant(s) a/ont arrêté de travailler

- 0

Les écoles sont inaccessibles pour des raisons de sécurité

- 0

Il n'y a pas d'enseignant

- 0

Ecole primaire fonctionnelle endommagée



Oui
Non

46% 4
54% 0

Raison de l'endommagement de l'école primaire

EM IC Sévérité

Violences communautaires/désastre naturel

33%

0

Attaque par des personnes armées

43%

4

Raisons non-liées à des violences/désastre

24%

0

Ecole primaire fréquentée par des personnes armées (EM)



Oui
Non

8% -
92% -

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école (EM)

Ecole fonctionnelle disponible	54%	-	1
Ecole fermée	0%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des déplacés	0%	-	
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	11%	-	3
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	15%	-	
Pas d'école disponible (Trop loin / jamais eu d'école disponible)	0%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	0%	-	4
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	-	
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à une attaque par des personnes armées	20%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des personnes armées	0%	-	5
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%	-	

Taux d'inscription à l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	56%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	64%	-	
Filles de 12 à 17 ans	59%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	59%	-	
Total	54%	-	2

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

% total d'enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire (IC)

Après la crise	-	98%	1
Avant la crise	-	95%	

Taux de fréquentation de l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	39%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	45%	-	
Filles de 12 à 17 ans	41%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	48%	-	
Total	43%	-	3

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

% d'élèves inscrits fréquentant régulièrement l'école (IC)

Après la crise	-	89%	1
Avant la crise	-	89%	

Raison principale de la non-scolarisation (EM)

Manque de moyens pour payer l'école	60%	-
Interruption suite à un déplacement	30%	-
Ecole n'accepte pas enfants déplacés	0%	-
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	10%	-
Enfant jamais allé à l'école	0%	-
Autre	0%	-

Raison principale de la non-scolarisation (IC)

Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	4
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc)	0	0
Ils doivent travailler à la maison	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	4	0
Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Grossesse précoce	0	0
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	0	0
Autre	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	4
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc)	0	0
Ils doivent travailler à la maison	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	4	0
Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Grossesse précoce	0	0
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	0	0
Autre	0	0

Taux de déscolarisation de l'école primaire (enfants n'allant plus à l'école depuis la crise) (EM)

	EM	IC	Sévérité
Filles de 6 à 11 ans	10%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	9%	-	
Filles de 12 à 17 ans	11%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	13%	-	
Total	11%	-	

Evolution du taux d'inscription à l'école primaire depuis la crise (IC)

- 3%

Evolution du taux de fréquentation scolaire depuis la crise (IC)

- 0%

Temps moyen depuis la déscolarisation (en semaines) (EM)

6 -

Ratio élèves / enseignants (IC)

Elèves pour 1 enseignants actuellement	22	100%
Elèves pour 1 enseignants avant la crise	27	

Ratio \leq 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; \geq 86 = Sévérité 5

Disponibilité des enseignants

Le même nombre d'enseignants donne des cours actuellement qu'avant la crise	100%	-
Une partie des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
La plupart des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
Un nombre plus grand d'enseignants donnent des cours depuis la crise	0%	-

Lieu physique des classes primaires

Ecoles existantes	100%	4	1
Espaces temporaires	0%	0	3
Dehors/sous les arbres	0%	0	4
Autre(Spécifier)	0%	0	

Analyse Éducation

Mutongo dispose de plusieurs écoles primaires et secondaires pour la scolarité des enfants. Cependant, d'après les informateurs clés contactés, un grand nombre d'enseignants des écoles publiques ne sont pas payés par l'Etat congolais, d'où leur prise en charge imputée aux parents dont la plupart manquent de moyens pour assurer la scolarisation de leurs enfants.

Par ailleurs, les écoles secondaires Mutongo et Muyiria fonctionnent dans des hangars depuis la destruction de leurs bâtiments lors des affrontements armés qui avaient surgi dans la zone en 2015.

Conclusions générales et commentaires

L'ERM réalisée par HEKS/EPER à Mutongo a révélé des conditions précaires en abris, articles ménagers essentiels, santé, assainissement, sécurité alimentaire et en éducation. Faute de revenu, les retournés et les déplacés recourent à des stratégies de survie telles que la vente des biens immobiliers (pour les retournés), la cueillette d'aliments sauvages et l'achat de nourriture avec de l'argent emprunté.

La situation humanitaire est préoccupante à Mutongo et nécessite une intervention urgente d'acteurs humanitaires. ABCOM est intervenue dans la zone en février 2022 en distribution de vivres en faveur de 350 ménages vulnérables et y intervient actuellement en relance agricole couplée avec la distribution des semences. HYFRO est également présente à Mutongo pour une intervention en eau, hygiène et assainissement. Mais d'autres secteurs - la santé, l'éducation, les AMEs, les abris, la protection, la sécurité alimentaire (en partie) - ne sont pas encore couverts.

Un autre problème réside dans l'accès physique à la zone avec l'impraticabilité des routes menant à Mutongo. La réhabilitation de l'axe Pinga-Mutongo-Lukweti par HEKS/EPER est actuellement en cours ; l'axe ne pourra être praticable que dans les mois à venir. Ainsi, pour acheminer l'assistance à Mutongo et répondre à l'urgence actuelle, les moyens les plus propices demeurent l'hélicoptère et la moto.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice domestique de la faim (IDF/HHS) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage."
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)
8. Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

Photos de quelques infrastructures



12/03/2022 : Quelques AMEs des déplacés gardés dans une salle de maternité au CSR Mutongo



13/03/20220: Hangar abritant l'Institut Mutongo depuis la destruction de ses bâtiments en 2015



16/03/2022 : Une latrine familiale en état de délabrement



17/03/20220: Trou servant à la défécation à l'air libre pour une famille